



**EXPERTISE-COMPTABLE
SOCIAL – CONSEIL – AUDIT**

Association SAUVE QUI PEUT LE COURT METRAGE

**6 Place Michel-de-l'Hospital
La Jetée
63058 CLERMONT-FERRAND CEDEX 1**

**Association enregistrée auprès de la Préfecture du PUY-DE-DOME
Dossier n° 9421**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

**Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2020**

**17A Rue de la Presse – 42000 SAINT-ETIENNE
Tel : 04.77.34.00.35 – Fax : 04.77.41.84.10 – contact@ssec.fr
Société d'expertise comptable inscrite au Tableau de l'Ordre de la Région de Lyon
Société de commissariat aux comptes membre de la Compagnie Nationale
SARL au capital de 100 000 Euros – N° d'identification : 704 501 592 RCS Saint-Etienne
SIRET 704 501 592 00031 – TVA intracommunautaire N° FR 15704501592**

A l'assemblée générale de l'Association SAUVE QUI PEUT LE COURT METRAGE,

1 - Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale ordinaire, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de **l'Association SAUVE QUI PEUT LE COURT METRAGE**, relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2020**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2 - Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du **1^{er} janvier 2020** à la date d'émission de notre rapport.

3 - Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4 - Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée appelée à statuer sur les comptes.

5 - Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

6 - Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

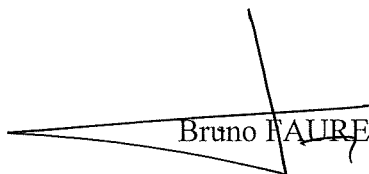
Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

St-Etienne, le 22 mars 2021

Le Commissaire aux Comptes
SOCIETE STEPHANOISE D'EXPERTISE COMPTABLE

 Bruno FAURE

Bilan Actif

	Du 01/01/2020 au 31/12/2020		Au 31/12/2019	
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	443 505	351 388	92 118	98 366
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	100 045		100 045	
Prêts				
Autres immobilisations financières	762		762	762
TOTAL I	544 313	351 388	192 925	99 129
Comptes de liaison	II			
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et encours	7 021		7 021	8 205
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	108 915		108 915	70 468
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	376 087		376 087	481 467
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	806 609		806 609	862 450
Charges constatées d'avance	10 208		10 208	3 921
TOTAL III	1 308 840		1 308 840	1 426 511
Frais d'émission des emprunts	IV			
Primes de remboursement des obligations	V			
Ecart de conversion actif	VI			
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	1 853 153	351 388	1 501 765	1 525 640

Bilan Passif

	31/12/2020	31/12/2019
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	2 007	2 007
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves	240 839	240 839
Report à nouveau	833 029	830 671
Excédent ou déficit de l'exercice	8 643	2 358
Situation nette	1 084 518	1 075 875
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions règlementées		
	TOTAL I	1 084 518
	II	1 075 875
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	32 947	32 947
	TOTAL III	32 947
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	55 695	44 156
	TOTAL IV	55 695
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 378	1 938
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	83 225	86 395
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	243 003	284 329
	TOTAL V	328 605
	VI	372 661
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	1 501 765	1 525 640

Compte de résultat

	31/12/2020	31/12/2019
Produits d'exploitation		
Cotisations	336	264
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	45 033	31 699
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	1 037 558	1 092 031
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 890 306	1 874 305
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	103 190	116 700
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	113 090	
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	67 988	5 676
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	130	
TOTAL I	3 257 631	3 120 675
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises	20 861	11 596
Variation de stocks	1 184	7 782
Autres achats et charges externes	1 709 163	1 596 754
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	34 917	39 706
Salaires et traitements	1 043 405	966 264
Charges sociales	280 047	358 437
Dotations aux amortissements et dépréciations	37 724	41 169
Dotations aux provisions	11 539	7 550
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	115 318	99 548
TOTAL II	3 254 158	3 128 806
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	3 473	-8 130
Produits financiers		
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 026	1 439
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	1 026	1 439
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	1 026	1 439
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	4 499	-6 691

Compte de résultat (Suite)

	31/12/2020	31/12/2019
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	4 328	10 137
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	4 328	10 137
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	185	1 088
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI	185	1 088
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	4 143	9 049
Participations des salariés aux résultats	VII	
Impôts sur les bénéfices	VIII	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	3 262 986	3 132 252
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	3 254 343	3 129 894
EXCEDENT OU DEFICIT	8 643	2 358
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature	379 355	415 507
Bénévolat		
TOTAL	379 355	415 507
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens	5 000	5 000
Prestations en nature	374 355	410 507
Personnel bénévole		
TOTAL	379 355	415 507

ANNEXE

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2020 dont le total du bilan avant répartition est de 1 501 765 Euros, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de : 8 643 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

PRESENTATION GENERALE

Activité de l'Association :

L'association a pour but de promouvoir le court métrage et l'image animée en général, par tous les moyens, en particulier par l'organisation annuelle d'un festival.

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2020 dont le total du bilan avant répartition est de 1 501 765 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 8 643 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC N°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Faits caractéristiques

La crise sanitaire liée au Covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 constituent des événements majeurs au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020. A ce titre, les actifs et passifs, les charges et produits mentionnés respectivement au bilan et au compte de résultat au 31 décembre 2020 sont comptabilisés et évalués en tenant compte de ces événements et de leurs conséquences.

L'entreprise constate que ces événements ont un impact sur son activité depuis mi-mars 2020, sans toutefois remettre en cause la continuité d'exploitation.

Au regard de la situation, l'entreprise a mis en œuvre les mesures de soutien suivantes proposées par le Gouvernement dans le but d'assurer la continuité de l'activité :

- Exonération partielle de cotisations sociales : 111 245 €
- Aide au paiement de cotisations sociales : 92 764 €
- Indemnité Activité partielle : 66 352 €

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

- | | |
|--------------------------------------|-------------|
| • Logiciels | 1 ans, |
| • Agencements et aménagements | 7 à 20 ans, |
| • Mobilier de bureau et informatique | 2 à 5 ans, |
| • Mobilier | 2 à 5 ans, |
| • Autres | 2 à 5 ans. |

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les autres créances sont essentiellement composées du solde des subventions à recevoir.

Engagements de départ à la retraite

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 62 ans en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques de l'entité (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- taux d'actualisation retenu à 0,5%.

Le montant ainsi obtenu, majoré des charges patronales, s'élève à 55 695 euros.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés s'élèvent à la clôture de l'exercice à : 32 947 €.

Rémunérations versées à certains dirigeants

La rémunération des trois dirigeants les mieux rémunérés n'est pas communiquée. En effet, les administrateurs sont bénévoles.

Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature ne prennent pas en compte les heures de bénévolat. En effet, le suivi et l'organisation ne permettent pas de mesurer précisément les heures réalisées, et donc de comptabiliser de manière pertinente et juste le bénévolat.

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles			
TOTAL			
Terrains			
Constructions :			
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Générales, agencements et aménagements constructions			
Installations :			
- Techniques, matériel et outillage			
- Générales, agencements et aménagements divers	13 988		
Matériel :			
- De transport			
- De bureau et informatique, mobilier	230 993		9 374
Emballages récupérables et divers	167 049		22 101
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	412 030		31 475
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations			
- Titres immobilisés			100 045
Prêts et autres immobilisations financières	762		
TOTAL	762		100 045
TOTAL GENERAL	412 792		131 520
CADRE B	Diminutions		Réévaluation légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession	Valeur brute des immos en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles			
TOTAL			
Terrains			
Constructions :			
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Gales, agencets et aménagt. const.			
Installations :			
- Techniques, matériel et outillage			
- Gales, agencets et aménagt. divers			13 988
- De transport			
Matériel :			
- De bureau et informatique, mobilier			240 367
Emballages récupérables et divers			189 150
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL			443 505
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations			
- Titres immobilisés			100 045
Prêts et autres immobilisations financières			762
TOTAL			100 807
TOTAL GENERAL			544 313

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice		Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Autres postes d'immobilisations incorporelles					
TOTAL					
Terrains					
Constructions - Sur sol propre					
: - Sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements et aménagements des constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriel					
Installations générales, agencements et aménagements divers		11 427	1 399		12 826
Matériel de transport					
Matériel de bureau et informatique, mobilier		166 850	27 031		193 880
Emballages récupérables et divers		135 387	9 294		144 681
TOTAL		313 664	37 724		351 388
TOTAL GENERAL		313 664	37 724		351 388

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations				Reprises		Mouvement net des amort. à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions - Sur sol propre							
: - Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GENERAL							

DOTATIONS NON VENTILEES	REPRISES NON VENTILEES	TOTAL GENERAL NON VENTILE
-------------------------	------------------------	---------------------------

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à évaluer				
Primes de remboursement des obligations				

Etat des créances et dettes

CREANCES	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	762		762
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés	108 915	108 915	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	25 375	25 375	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	127 004	127 004	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	223 708	223 708	
Charges constatées d'avance	10 208	10 208	
TOTAL	495 972	495 210	762

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

DETTES	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	2 378	2 378		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	53 013	53 013		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	29 955	29 955		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	257	257		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	243 003	243 003		
TOTAL	328 605	328 605		

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

Variation des fonds propres 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	2 007				2 007
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	240 839				240 839
Report à nouveau	830 671	2 358			833 029
Excédent ou déficit de l'exercice	2 358	-2 358			8 643
Situation nette	1 075 875				1 084 518
Dotations consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	1 075 875				1 084 518

Variations des fonds dédiés

	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont amort.		Montant global	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Subventions d'exploitation							
LIVRE RETROSPECTIVE	32 947					32 947	
TOTAL	32 947					32 947	
Contributions financières d'autres organismes							
TOTAL							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL							
TOTAL GENERAL	32 947					32 947	

Variations des fonds reportés

	Au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	A la clôture de l'exercice
Legs ou donations				
TOTAL				
Donations temporaires d'usufruit				
TOTAL				
TOTAL GENERAL				

Etat des provisions et dépréciations

	Montant début exercice	Augmentation Dotations ex.	Diminutions : reprises ex. Utilisées	Non utilisées	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées					
Provisions pour investissements					
Provisions relatives aux stocks					
Provisions relatives aux éléments d'actif					
Amortissements dérogatoires					
Autres provisions réglementées					
TOTAL I					
Provisions pour risques et charges					
- litiges					
- amendes et pénalités					
Provisions pour risques					
- pertes de change					
- risque d'emploi					
- autres					
Provisions pour charges sur legs ou donations					
Provisions pour pensions et obligations similaires	44 156	11 539			55 695
Provisions pour impôts					
Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices					
Autres provisions pour risques et charges					
TOTAL II	44 156	11 539			55 695
Provisions pour dépréciations					
- incorporelles					
- corporelles					
- Sur biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations					
- Titres mis en équivalence					
- Titres de participation					
- autres immobilisations financières					
Sur stocks et en-cours					
Sur comptes clients					
Sur comptes de confédérations, fédérations, unions, entités affiliées					
Sur créances reçues par legs ou donations					
Autres dépréciations					
Total III					
TOTAL GENERAL (I+II+III)	44 156	11 539			55 695
Dont dotations et reprises :		11 539			
- d'exploitation					
- financières					
- exceptionnelles					

Contributions volontaires en nature

Répartition par nature de charge	31/12/2020	31/12/2019
	Débit	Débit
860 - Secours en nature (alimentaire, vestimentaires,...)		
TOTAL		
861 - Mise a disposition gratuite de biens (locaux, matériel,...)		
86123000 M.A.D. GRATUIT PRES INFO VILLE	5 000	5 000
TOTAL	5 000	5 000
862 - Prestation		
86201000 M.A.D. GRATUITE PRESTAT.F.VILL	220 835	259 368
86201500 M.A.D GRATUITE PRESTA F CLERCO	131 565	129 115
86203000 M.A.D GRATUITE PRESTA UCA	21 954	22 024
TOTAL	374 354	410 507
864 - Personnel bénévole		
TOTAL		
TOTAL GENERAL	379 354	415 507
Répartition par nature de ressources	31/12/2020	31/12/2019
	Crédit	Crédit
870 - Dons en nature		
TOTAL		
871 - Prestation en nature		
87101000 PREST. NATURE FESTIVAL CLERCO	131 565	129 115
87103000 PRESTATION NATURE UCA	21 954	22 024
87111000 PREST.NATURE FESTIVAL VILLE CF	220 835	259 368
87113000 PRESTATION NATURE INFORM.VILLE	5 000	5 000
TOTAL	379 354	415 507
875 - Bénévolat		
TOTAL		
TOTAL GENERAL	379 354	415 507

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2020	31/12/2019
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	870	726
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	83 225	82 066
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	84 095	82 792

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2020	31/12/2019
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		5 500
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances	213 840	400 321
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités	728	
TOTAL	214 568	405 821

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2020	31/12/2019
Produits d'exploitation	243 003	284 329
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
TOTAL	243 003	284 329

Charges constatées d'avance	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2020	31/12/2019
Charges d'exploitation	10 208	3 921
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
TOTAL	10 208	3 921